

# MAIRIE DE VALLOUISE-PELVOUX

2023-272

## DECISION DU MAIRE n° 2023-89

### Attribution de marchés de fournitures pour la régie des remontées mécaniques et de prestations juridiques pour la commune

#### **Le Maire de la Commune de Vallouise-Pelvoux**

**Vu** le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 ;

**Vu** la délibération n°3 du 14 octobre 2022 portant délégation d'attributions du conseil municipal au Maire ;

**Vu** le Code de la commande publique, et notamment ses articles L.2122-1 et R.2122-8 ;

**Considérant** la nécessité de conclure un marché de fournitures pour la régie des remontées mécaniques et un marché de services juridiques ;

### **DECIDE**

#### **Article 1**

Un marché d'un montant de 310.85 € HT, rentrant dans le champ des dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-8 du code de la commande publique et portant sur la fourniture de matériel électrique pour la régie des remontées mécaniques est attribué à l'entreprise REXEL domiciliée 20 rue des Couteliers 05100 BRIANÇON ;

#### **Article 2**

Un marché rentrant dans le champ des dispositions des articles L.2122-1, R.2122-8, R.2123-1 et R.2123-8 du Code de la commande publique et portant sur la signature d'une convention d'assistance juridique pour un montant annuel forfaitaire de 2 450.00 € HT, est attribué à la SELARL ROUANET AVOCATS, domiciliée 53 Grande Rue BRIANÇON ;

#### **Article 3**

Le Maire, le directeur des services et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

#### **Article 4**

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des Collectivités territoriales, le Maire en rendra compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil municipal.

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hautes-Alpes ;
- Monsieur le comptable assignataire

Fait à Vallouise-Pelvoux, le 20 novembre 2023

**Le Maire**



**Gaëlle MOREAU**

**Le Maire :**

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en application de l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales
  - o Transmis en Préfecture le : 20/11/2023
  - o Publié le : 20/11/2023
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille, ou via l'application « Télé-recours Citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication, ou le cas échéant, de sa notification. Dans ce même délai, il peut être déposé un recours gracieux auprès du Maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux. Ce recours n'est pas suspensif à l'exécution du présent acte.